

Unissons nous et renforçons la mobilisation contre la réforme des retraites !

Les annonces d' Edouard Philippe confirment que le projet du gouvernement conduirait à un recul des droits par la baisse programmée des pensions de tous les salarié.e.s du privé comme du public et l'obligation de travailler plus longtemps. De plus, en souhaitant appliquer la réforme aux personnes nées après 1975, le gouvernement divise les générations de salarié.e.s.

Nous refusons la confiscation de nos retraites :

- **Le système de retraite par points : c'est la fin des droits collectifs à la retraite !**

Le système de retraites actuel ouvre des droits à toutes les personnes ayant cotisé, et ces droits sont connus à l'avance. Avec les points, on change de logique : les travailleurs accumulent des points, dont la valeur est réévaluée chaque année et dépend de la situation économique. Même si la valeur du point suivait celle du salaire moyen, la valeur de la pension de chacun.e par rapport à son dernier salaire n'est pas garantie.

- **Le calcul de la retraite sur l'ensemble de la carrière : c'est la baisse des pensions assurée !**

Aujourd'hui, le niveau des pensions de retraite est calculé sur la base des 25 meilleures années de salaire dans le privé et des 6 derniers mois de traitement dans le public. Un calcul sur l'ensemble de la carrière est forcément défavorable aux salarié.e.s, et notamment aux femmes qui ont aujourd'hui des carrières plus précaires (interruptions, chômage, temps partiel..). Les annonces du gouvernement ne compenseront pas la perte de pension due au calcul sur l'ensemble de la carrière.

- **Un minimum de 1000 € pour les salarié.e.s ayant cotisé toute leur carrière : c'est la pauvreté généralisée !**

Avec une baisse massive du niveau des pensions, une partie écrasante de la population française sera logée à la même enseigne : le nouveau « minimum de pension » à 1000€ (pour une carrière complète). Toutes les personnes n'atteignant pas l'âge pivot ou ayant une carrière incomplète auront beaucoup moins.

- **L'instauration d'un "âge d'équilibre" à 64 ans : c'est travailler plus longtemps et/ou vieillir plus pauvre !**

L'âge légal de départ en retraite est aujourd'hui de 62 ans. Le recul de l'âge signifie qu'il faudra travailler plus longtemps pour avoir une retraite complète. Cela pénalise en particulier les salarié.e.s qui ont commencé à travailler jeunes ou qui se retrouvent au chômage en fin de carrière.

En baissant le niveau des pensions, cette réforme incite les personnes qui en ont les moyens à capitaliser dans les fonds de pension et d'assurance privée pour compenser leur perte de revenus, à leurs risques et périls.

**Tou.te.s ensemble, élargissons la mobilisation pour un système de retraites solidaire et collectif
Défendons nos conditions de vie et celles des générations futures !**

Grève générale !

Réunion publique lundi 16/12 à 18h30 à l'AGECA, 177 rue de Charonne 11e

Manifestation nationale mardi 17/12 à 13h30 à République

L'AG des personnels du lycée Voltaire

UN SYSTÈME DE POINTS POUR MODERNISER LES RETRAITES



Ce mercredi le Premier Ministre a précisé ses propositions. Il a confirmé toutes les inquiétudes. Le gouvernement maintient sa logique de retraite par points et fait payer la réforme au prix fort à ceux nés à partir de 1975 et à ceux qui vont rentrer sur le marché du travail à partir de 2022. Mais la génération d'avant 1975 devra elle aussi subir les décotes liées à l'âge pivot de 64 ans que veut instaurer le gouvernement. Baisse des pensions et allongement du temps de travail, voilà le cœur de la réforme : tous les salariés y perdront.

La mobilisation continue le mardi 17 décembre.

Pour discuter de la réforme des retraites et des mobilisations,

RÉUNION PUBLIQUE

Lundi 16 décembre

AGECA

177 rue de Charonne

de 18h30 à 20h30